

# Pour apaiser les tensions, Thierry Apothéloz propose des assises aux communes

TDG 11.10.21

## Assemblée générale de l'ACG

Le magistrat appelle à un rassemblement de deux jours. Les maires sont dubitatifs.

Organiser des assises de deux jours regroupant les magistrats communaux et les autorités cantonales au vert. Voilà la proposition surprise faite samedi matin lors de l'assemblée générale de l'Association des communes genevoises (ACG) par le conseiller d'État Thierry Apothéloz.

L'organisation de ces assises, dont le reste du Conseil d'État n'a pas encore pris connaissance, vise à apaiser les tensions entre les communes et le Canton après le dépôt du projet d'écrêtage dans le cadre du budget 2022.

Pour mémoire, le dépôt de ce projet visant à ponctionner les communes les plus riches pour financer certaines dépenses du Canton, dites dynamiques, comme la santé ou le vieillissement de la population, a suscité l'ire des communes en septembre dernier.

Avant de passer le témoin de la présidence de l'ACG à son successeur, Xavier Magnin a d'ailleurs réitéré samedi matin l'opposition totale des communes à ce projet. Il a rappelé qu'en opérant une ponction sur les recettes fiscales des plus aisées seraient également pénalisées en raison de l'affaiblissement de la

péréquation financière intercommunale.

Le nouveau président de l'ACG Gilbert Vonlanthen (maire de Bernex) a également affirmé que ce projet de loi condamnerait à court terme le fragile équilibre du système de péréquation et a répété qu'il «n'y aurait pas de transfert de charges sans transfert de compétences».

## Urgence sociale

Jusqu'ici relativement discret face aux nombreuses critiques des communes, Thierry Apothéloz a pris le micro afin de tenter de convaincre les magistrats de l'urgence d'une nouvelle répartition des charges. «Nous avons

«Personne ne va rouler personne. Il n'est pas acceptable que la méfiance prévale.»

Thierry Apothéloz  
Conseiller d'État

tendance à agir chacun dans notre territoire. À le protéger jalousement. Mais à présent, la forêt brûle. Deux foyers sont incandescents et un troisième se prépare», a-t-il affirmé en faisant référence au réchauffement climatique, à la situation sociale du canton, où le nombre de personnes à l'aide sociale a augmenté de 76% en dix ans, et à la situation des seniors, «dont le

nombre va exploser dans les prochaines années».

Face à la menace, il a appelé les magistrats à se rassembler et à se faire confiance. «Personne ne va rouler personne. Il n'est pas acceptable que la méfiance prévale», a-t-il martelé avant de déclarer: «Je siffle la fin du match de ping-pong» et de présenter son idée d'assises au vert.

L'ordre du jour de cet événement inédit semble ambitieux puisqu'il serait question d'analyser les tâches des différentes entités, d'envisager des regroupements communaux, d'éventuelles fusions ou synergies ou encore de discuter d'une refonte de la fiscalité. «L'idée serait de pouvoir construire ensemble une feuille de route sur les travaux à mener sur plusieurs années. Cela pourrait éviter les changements d'avis par opportunisme politique et apaiserait nos relations», ajoute le conseiller d'État.

## Retours sceptiques

L'appel à la discussion et au regroupement de l'élus socialiste a été entendu par les magistrats, mais ces derniers restent pour la plupart dubitatifs quant à l'issue de ces futures assises. Si les élus interrogés ont annoncé qu'ils y participeraient a priori, nombreux sont ceux qui doutent que ces rencontres ne permettent de régler ce conflit qui oppose le Canton aux communes depuis plusieurs années.

«C'est un peu tôt pour donner un avis, indique Delphine

Bolle de Paoli, adjointe à Cartigny. Nous attendons d'avoir plus de détails sur l'organisation de ces deux jours.» Même son de cloche du côté d'Avully, où l'adjoint au maire Pascal Dethiollaz indique que l'aventure vaut tout de même la peine d'être tentée. «Nous sommes arrivés à un stade de confrontation important avec le Canton, donc pourquoi ne pas se réunir

pour trouver une solution? Sans cela, je pense que nous n'y arriverons pas.» Pour la maire de Carouge, Anne Hiltbold, «cette proposition peut calmer l'atmosphère, mais il faudra voir ce qui en ressortira concrètement. Il serait également intéressant de savoir s'il s'agit d'une proposition de Thierry Apothéloz ou de l'ensemble du Conseil d'État. Personnellement, je pense que

ce serait bien qu'ils participent tous.»

En attendant d'en savoir plus sur l'organisation de ces futures assises, qui devraient se tenir au cours du premier semestre 2022, communes et Canton ont moins de deux mois pour trouver un terrain d'entente sur le projet d'écrêtage. La tâche s'annonce compliquée.

Caroline Zumbach

PUBLICITÉ

Tribune de Genève | Débat

DEMAIN

## URGENCE CLIMATIQUE

Glasgow, le Sommet de la dernière chance?

International, Etats, cantons, qui doit agir avec quelles mesures?  
Comment accélérer le mouvement?

Mardi 12 octobre, 12h - 16h

Club suisse de la presse,  
Salle Le Grenier, Domaine de Penthes,  
18 Ch. de l'Impératrice, 1292 - Pregny-Chambésy

En présentiel, sur présentation du certificat Covid, ou sur Zoom  
Interprétation simultanée en français et en anglais

Informations et inscriptions gratuites sur :  
[www.pressclub.ch](http://www.pressclub.ch)

